

23 MARS 2014

Une campagne qui donne la nausée **À la stérilité néolibérale répond le vide consensuel Solidaire**



À voir la caricature de Garnotte dans *Le Devoir* du 21/03/14 (ci-haut), je n'ai pu faire autrement qu'éclater d'un rire honteux pour ne pas pleurer de désespoir. Au-delà de la surprise du poing milliardaire cognant la tête du PQ au point de la lui faire perdre, la prévisibilité néolibérale de la campagne plonge dans le désespoir l'optimisme le plus débridé indépendamment du faux-fuyant du faux débat référendaire. De la part de la bande des trois partis droitistes se contorsionnant de mensonges à ennuyer les plus crédules et à enrager les autres, le référendum sert de diversion non divertissante. Pire que la pierre PKP retombée sur les pieds du PQ, la déception crève-cœur de ce débat des chefs, réductrice incarnation commerciale des partis, aura été la retombée de la nouvelle audace Solidaire sur le plat plancher du consensus par la gauche.

Contre la droite... tout contre

Au lieu de se camper à gauche toute, la chef Solidaire s'est satisfaite de se positionner contre la droite... tout contre. Critiques bien plantées, déclarations d'intention et ton suave auront certes rafraîchi le cloaque et annoncé autre chose... mais quoi ? On a su qu'il y aurait un indéterminé investissement accru dans les transports en commun, une ouverture des CLSC 24/7, Pharma-Québec, l'interdiction des écoles privées religieuses, une indéterminée taxation accrue des banques. Voilà un adoucissement social-libéral de l'austérité tel que prôné par l'OCDE et le FMI inquiets tous deux des conséquences économiques et politiques de la croissance des inégalités¹.

Mise au pied du mur sur l'éolien, qui produit de l'électricité en surplus à fort prix, par le chef caquiste, la chef Solidaire a laissé échapper sa nationalisation que niait, quelques jours auparavant, le député de Mercier pour qui ce n'était qu'une « possibilité » car « la réflexion du parti sur une éventuelle nationalisation de l'éolien n'était pas encore terminée... »². La plateforme est pourtant claire. À la très populaire émission *Tout le monde en parle*, la nationalisation totale ou partielle des secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et du transport se ratatinait, selon la chef Solidaire — qu'on nous fasse grâce du mythe des deux porte-parole égaux — en un projet-pilote pour une mine d'or. Avec le PQ, ce sera le fracking sur Anticosti, avec la direction Solidaire, la spéculation sur l'or. Allo alternative.

La valse-hésitation qui tourne en rond

Le document « *Réduire l'endettement des ménages* », mais non le communiqué de presse accompagnateur, met en évidence la revendication mobilisatrice de la gratuité du transport en commun sur dix ans. Celui, publié quelques jours plus tard, sur la sortie du pétrole, où il est pourtant question en long et en large de transport en commun, l'ignore totalement. La main écologique ignore celle de la justice sociale. Ne reste plus qu'un grandiose plan hypothétiquement payé par le capital financier à raison de 23 milliards \$ sur 5 ans, dixit le cadre financier. Les banques et consort ne déboursent pas un sou pour la gratuité, même pas pour un gel des tarifs, à moins d'une « prime de risque » faramineuse comme cela se fait envers les pays de l'Europe du Sud. Ils tiqueront même pour un plan d'investissement allant au-delà du petit milliard \$ supplémentaire par année réclamé par la Chambre de commerce à moins de coupures compensatrices sur le plan social. Idem pour les 50 000 logements sociaux supplémentaires sur cinq ans. Ce plan rêveur, sans moyens crédibles, baigne dans les mêmes eaux trompeuses que celui sur le transport public de l'ancien gouvernement montréalais Tremblay.

Seulement une poignée de gens politisés iront sur le site web du parti lire les documents de campagne qui remplacent de facto la plate-forme électorale enfouie dans le site du parti sans jamais avoir été annoncée. Électorat Solidaire et grand public sont plutôt à l'affût des prises de parole des candidates vedettes et jetteront un coup d'œil sur les dépliants. Jusqu'ici, c'est l'omerta sur les objectifs maxima du GIEC, soutenus officiellement par le parti, tout comme sur la gratuité du transport collectif. Pourtant le petit Parti vert, présent à Montréal avec ses affiches au slogan « écosocialiste »³, publicise cette gratuité tout comme celle scolaire, et celles sur les frais dentaires et oculaires, ces dernières absentes de la plate-forme du parti. Cette dernière revendication avait toujours été dans les bagages de la gauche depuis des lorettes tout comme la salarisation des médecins, aussi négligée par Québec solidaire, alors que le corps médical vide la caisse de la santé au même titre que l'industrie pharmaceutique.

C'est même la grande discrétion sur la stratégie du parti à propos de l'accès à l'indépendance, assemblée constituante et référendum dans le premier mandat, alors que ce thème est à l'avant-scène de la campagne. On doit cependant admettre que réclamer à court terme une constituante et un référendum dans un climat d'effondrement des luttes sociales s'avérerait politiquement dangereux. Cette stratégie se bornant aux institutions requiert le préalable d'une grande montée des luttes sociales et, encore là, elle doit couronner la lutte et non pas la figer en plein élan. Une vraie stratégie de gauche doit plutôt s'attaquer à créer les « conditions gagnantes » de la mobilisation pour la libération nationale et l'émancipation sociale lesquelles conditions passent par cette grève sociale qui a tant manqué au Printemps érable.

La direction Solidaire ménage le capital

Somme toute, la direction du parti ajuste son discours en fonction du degré de politisation du peuple de gauche, à bien distingué du degré de radicalité, tout en prenant le plus grand soin de rester crédible aux yeux du capital financier et des monopoles médiatiques.

Ce respect imprègne le cadre financier qui fait l'hypothèse de la lente croissance continue sur cinq ans prévue par le capital financier, en plus de taux d'intérêt qui resteront bas. Cet profession de foi pro-capital justifie un 40% des recettes supplémentaires prévus si on inclut les sommes soustraites au Fonds des générations. C'est davantage que la contribution prévue des nouveaux impôts des entreprises et des individus fortunés. A-t-on seulement anticipé, suite à la baisse drastique prévue du prix des médicaments, la riposte du secteur pharmaceutique, important au Québec mais quasi absent en Nouvelle-Zélande qui sert de modèle ? Sa prévisible grève des investissements sinon ses désinvestissements nécessiteront soit un recul soit un saut en avant

sous forme d'expropriation sans compensation et d'investissement.

Même le plan phare « Sortie du pétrole » évite l'affrontement avec le capital des secteurs énergivores de la fabrication et du transport des marchandises. Si le transport en général est le maillon faible québécois de l'enjeu des GES, le transport des marchandises en est le tendon d'Achille. *« Depuis 20 ans, les camions lourds sont le mode de transport qui a connu la plus forte augmentation (154 %) de consommation d'énergie au Québec, essentiellement du diesel, alors que la population québécoise croissait de 12 % seulement durant cette période. Entre-temps, le nombre de camions légers utilisés pour le transport de marchandises a augmenté de 137 % et l'indice tonnes-kilomètres progressait de 149 %. [...En résulte que ce sous-secteur est responsable de] 40 % du pétrole consommé et des émissions de GES du secteur des transports »*⁴

Pour cette plaie ouverte qui saigne de plus en plus, « Sortie du pétrole » se contente d'un diachylon. Au cours des cinq prochaines années, *« Québec solidaire entamera des discussions avec les utilisateurs du transport de marchandises par route pour envisager avec eux les solutions de remplacement les plus fonctionnelles (cabotage, train, véhicules écoénergétiques, etc.) et les meilleurs moyens de les développer et de les encourager. »* Il faudra ensuite attendre après 2025 pour qu'enfin *« [p]lusieurs mesures [soient] mises en place pour accompagner les entreprises dans la transformation du secteur des transports. Les subventions à l'achat de véhicules électriques et les crédits d'impôt pour les entreprises privilégiant des modes de transport sans pétrole feront éventuellement place aux normes forçant les compagnies à adopter un certain ratio de transport écoénergétique des marchandises. »* Plus sous-tapis, tu meurs.

En plus de cette aide pour le transport des marchandises, « Sortie du pétrole » en prévoit aussi pour les processus industriels : *« L'aide sectorielle accordée par la gouvernement de 2015 à 2020 offrira un soutien essentiel au secteur industriel, responsable de 33 % des émissions de GES »*. Le Québec est déjà le champion canadien des subventions aux entreprises⁵. Il ne faudrait pas que ce soit un parti de gauche qui en rajoute. On est aux antipodes de la prise de position : *« Quant aux grandes entreprises, QS affirme "qu'il ferait le ménage" en ce qui concerne les subventions, les crédits d'impôt et les tarifs préférentiels d'électricité qui sont actuellement accordés aux minières et aux alumineries*⁶. » À part la nationalisation sans compensation, quel pourrait être une réponse de gauche crédible aux chantage des alumineries qui menacent le Québec de fermetures et de refus d'investir si elles n'obtiennent pas d'hydroélectricité à rabais ?

Une planification écologique coercitive envers l'entreprise

On peut, avec toutes les consultations nécessaires, se donner un an ou deux pour se doter d'un plan d'électrification du petit camionnage, hybride puis tout électrique, d'un autre plan pour la construction de réseaux publics de chemin de fer et de cabotage avec centres de transbordement et de ports, et enfin d'un troisième pour l'efficacité énergétique des industries et des bâtiments commerciaux plus exigeant que celui existant. Une fois adoptés, ces plans doivent être coercitifs pour toutes les entreprises, à leur frais. Comme cette transformation diminuera à terme les coûts de transport et de production soit grâce à un coût hydroélectrique bien meilleur marché que son équivalent pétrole⁷ soit par une réduction de la consommation d'électricité, elle est rentable pour les entreprises quitte à assurer le financement des PME par une banque étatique prévue dans la plate-forme Solidaire.

De même la transformation de la ville et des rapports urbain-rural ne peut pas attendre après 2025 pour être mise en branle. Contre les intérêts de la spéculative promotion immobilière, c'est tout de suite que dans les villes et villages la construction de maisons unifamiliales doit être interdite tout en blindant la protection des terres agricoles. Contre les intérêts des grandes chaînes alimentaires, c'est tout de suite que celles-ci, sous surveillance de leurs employées, des agriculteurs et des consommatrices, doivent être contraintes à se doter de politiques de promotion de la souveraineté alimentaire, des circuits courts et de l'agriculture urbaine. Contre les

monopoles de l'automobile, c'est tout de suite que doit être annoncé la fin prochaine de l'automobile privée partout où il y aura un dense et gratuit système de transport en commun et un réseau complémentaire d'autopartage public/communautaire et des pistes cyclables et piétonnières. C'est tout de suite que doit être interdite toute publicité sur les véhicules routiers à remplacer par une contre-publicité aussi intense dénonçant le complexe auto-bungalow.

Modèle suédois ou « conditions gagnantes » pour un Printemps érable au carré

Le modèle nord-européen dont se réclame « Sortie du pétrole »⁸ et même certains anticapitalistes⁹ n'est qu'une illusion d'optique typiquement nord-américaine. La plongée de la Suède vers le fond du baril néolibéral a été aussi rapide que celle du Québec et du Canada¹⁰. L'aventurisme économique du gouvernement péquiste, doublé d'un je-m'en-foutisme écologique, qu'illustrent l'important financement étatique pour le gaz de schiste d'Anticosti, la cimenterie de Port-Daniel et la mine Arnaud à Sept-Île, donne une bonne idée de l'application de ce modèle interventionniste pour désespérément tenter de reconstruire Québec Inc.. Confiné au complexe ABC (asphalte-bois-ciment) et à certains secteurs manufacturiers et commerciaux périllicieux¹¹, le poing milliardaire s'apparente au chant du cygne de l'agonisant.

La dernière moitié de la campagne donnera à la direction de Québec solidaire l'opportunité, malgré les limites de sa plate-forme électorale, de se camper résolument à gauche contre non seulement les trois partis néolibéraux mais aussi contre le capital. La direction Solidaire serait, elle aussi, en mesure de retentir en coup de tonnerre dans la campagne. Que serait l'effet médiatique d'une mise en évidence, lors du second débat des chefs, de la gratuité sur dix ans des transports publics, du rappel de la gratuité scolaire, cette revendication phare de l'élection de 2012 grand oublié de cette campagne, de la construction de 50 000 logements sociaux sur cinq ans, du revenu minimum garanti à 12 600 \$, du salaire minimum de 13.00 \$ l'heure, de la création d'une banque d'État ? Retentissant. Malgré la hargne médiatique et les moqueries des adversaires politiques, le débat public sur le projet de société alternatif serait lancé pendant et après la campagne électorale. Et on pourrait être surpris du résultat électoral en ces temps de grands soulèvements populaires mondiaux dont le Québec a été partie prenante.

Le potentiel mobilisateur de la gratuité du transport en commun n'est pas à négliger. Elle a, au Brésil en juin 2013, déclenché une rébellion populaire qui a obligé le pouvoir à geler les tarifs du transport collectif. Cette revendication synthétise justice sociale et justice écologique. Au Québec, elle est la clef de la lutte contre les GES, contre la ville tentaculaire dévoreuse des meilleures terres agricoles y compris pour l'agriculture urbaine, contre la pollution des tuyaux d'échappement qui rend malade, contre les accidents éclopant et tuant, contre la guerre aux piétons et aux bicyclettes, contre la congestion urbaine qui tue le temps libre tout autant que la productivité, contre l'appauvrissement du 99% contraints soit au deuxième loyer dû à l'auto qui fait basculer le budget familial dans le rouge soit à l'immobilité pour les précaires et les sans travail.

Le lancement d'un débat public sur la gratuité du transport en commun recèle le potentiel de créer un mouvement populaire écologique, inexistant au Québec au niveau national, dont les effets pourraient être aussi importants que la revendication de la gratuité scolaire vis-à-vis le Printemps érable. Il est illusoire de penser lutter victorieusement contre les GES sans un tel mouvement absolument nécessaire pour exproprier les banques afin de réaliser le plein emploi écologique. Le plus court chemin stratégique pour exproprier les banques, dans le Canada réellement existant, c'est réaliser l'indépendance.

Marc Bonhomme, 23 mars 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe : La grande illusion de la social-démocratie suédoise : Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course (extraits)

Canada/Québec et Suède : deux frères jumeaux appliquant les mêmes politiques

Pendant qu'au Canada les dépenses gouvernementales relatives (en proportion du PIB) chutaient de 26% du sommet des années 90 à 2006, elles baissaient de 22% en Suède.¹² Il est vrai, cependant, que cette part reste en Suède, pays paradigme de la social-démocratie, la plus élevée de l'OCDE... après la France, la Finlande et le Danemark. Par contre, la crise de 2008 a conduit le Canada à accroître son effort de 11%, de 2006 à 2010, alors que celui de la Suède est resté quasiment stable, contrairement à la plupart des autres pays de l'OCDE, croissant seulement de moins de 1%, ce qui a fait perdre à la Suède son premier rang pour cette statistique.¹³ La dynamique néolibérale est la même en Suède qu'au Canada sinon pire depuis 2006.

Depuis les années 1990, le régressif effort budgétaire du Canada et de la Suède fut bien pire que dans les autres pays du G-7 où la proportion des dépenses gouvernementales vis-à-vis du PIB est, durant la période 1990-2006, soit restée constante ou presque — France, Royaume-Uni, Japon, États-unis — soit a légèrement baissé — Allemagne, Italie. (Il faut toutefois noter que cette proportion au Japon et aux ÉU était relativement basse au départ et le reste. En plus, aux ÉU, les dépenses militaires prédominent sur les dépenses sociales.) De 2006 à 2010, par contre, le rapport dépenses gouvernementales versus PIB a significativement augmenté dans les quatre premiers pour à peine croître dans les deux derniers. Cette fois-ci, le Canada s'est conformé au premier groupe et la Suède au dernier, faisant de ce pays un des plus droitiers de l'OCDE en termes de croissance des dépenses sociales durant la crise laquelle l'a pourtant durement frappée.

Canada et Suède, des pays impérialistes secondaires dans le moulin du libre-échange

Cette similitude canado-suédoise n'est pas due au hasard. Ce sont deux pays impérialistes subordonnés à plus puissants qu'eux dans leur zone respective, l'UE et l'ALÉNA dont ils sont devenus membres parce qu'ils étaient menacés d'isolement. Cette position a l'inconvénient de les rendre très sensibles aux « libres » mouvements de capitaux d'une poignée de transnationales autochtones ou étrangères qui, pour plusieurs, dépendent peu de leur marché national respectif. Leur monnaie nationale respective a eu par contre l'avantage de permettre au Canada et à la Suède un ajustement rapide de leur taux de change et taux d'intérêt pour absorber un brusque changement des flux de capitaux, sans riposte immédiat des grandes puissances étant donné la relative petitesse de leur marché et leur utile fonction politique, pendant longtemps, de « bon gars » de leur zone impérialiste respective, rôle désormais complètement caduque pour le Canada et en déliquescence pour la Suède, aiguïement des contradictions sociales oblige. La politique monétaire donne plus de temps à un pénible réajustement budgétaire, fiscal et structurel qui contraint la bourgeoisie à affronter la riposte populaire tout en donnant des gages aux centres financiers internationaux par une plus grande ouverture commerciale et financière.

Le modèle suédois a décliné à partir des années 70 pour rentrer en crise au début des années 90 suite à une crise financière majeure dont le point de départ fut le marché immobilier. Sauver les banques a coûté 4% du PIB suédois même si ensuite la bonne conjoncture de la fin des années 90 a permis à l'État de récupérer une grande partie de sa mise¹⁴. Cette crise a mené à plusieurs privatisations dont une grande partie du transport public, de la poste, à la compétition dans le système de santé entre hôpitaux privés et publics et à un système de bons individuels pour le choix de l'école qui peut être privée. Le modèle scandinave, surtout suédois, n'est qu'une apparente exception en ce sens que les dépenses sociales sont orientées de sorte à hausser la productivité de la main d'œuvre et le reste est charcuté.

- 1 Éric Desrosiers, Appel à la prudence de l'OCDE, Le Devoir, 19/03/14 et Agence France-presse, Le FMI admet que l'austérité aggrave les inégalités sociales, Le Devoir, 14/03/14
- 2 Presse canadienne, QS veut « sortir le Québec du pétrole » et conteste le modèle éolien, Le Devoir, 17/03/14
- 3 Il est pathétique de constater le silence radio de l'anticapitaliste Réseau écosocialiste jusqu'à ce jour durant la campagne électorale. Le Parti vert aurait-il pris le relais du Réseau par ailleurs étroitement associé à Québec solidaire ?
- 4 Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, Document de consultation, page 65
- 5 Philippe Hurteau, Les entreprises et leur dépendance à l'État, IRIS, 3/05/13
- 6 Mélanie Loisel, QS désire taxer les plus riches, Le Devoir, 19/03/14
- 7 Gouvernement du Québec, graphique 2, Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques
- 8 Introduction de Sortie du pétrole : « *Le Québec doit suivre les exemples de la Suède, de l'Allemagne...* »
- 9 Les priorités locales de Sébastien Bouchard -- Candidat Québec Solidaire dans Jean-Lesage : « *Les pays de l'Europe du Nord, qui ont des tailles et des économies comparables à celle du Québec, peuvent être des inspirations.* »
- 10 Marc Bonhomme, La grande illusion de la social-démocratie suédoise : Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course, 22 et 29/01/13, Presse-toi-à-gauche (voir deux extraits en annexe)
- 11 Les Bombardier, CGI, Power Corporation et Bell Canada basés à Montréal font partie du noyau central de la bourgeoisie canadienne tout en ayant des liens avec Québec Inc. à la fois utiles pour rivaliser avec des compétiteurs proprement de Bay Street et se rendant utiles à Ottawa pour garder Québec Inc. dans le giron fédéral.
- 12 OECD Economic Outlook, June 2005, Annex Table 25
- 13 OCDE, Profils statistiques par pays : Tableaux-clés, 2011
- 14 Wikipédia, Sauvetage du système bancaire suédois